

Des voix: Bravo!

M. Mazankowski: Le Nouveau parti démocratique ne peut, lui non plus, tirer grand réconfort de cette élection partielle dans Brandon-Souris. Les députés néo-démocrates parcourent le pays et interviennent ici même en prétendant qu'ils parlent au nom des agriculteurs de l'Ouest.

M. Huntington: Ils ne sont même pas présents à la Chambre.

M. Mazankowski: Selon mes sources, le Nouveau parti démocratique n'a enlevé aucun bureau de vote rural dans la circonscription de Brandon-Souris. Cela montre, je le suppose, ce que les habitants de Brandon et des environs pensent de sa politique.

Le défi lancé par le ministre d'État (Finances) au député de Broadview-Greenwood (M^{me} McDonald) dans la réponse qu'il lui a adressée, m'a beaucoup intéressé. Il a prétendu que si nous adoptons le projet de loi C-155, cela entraînerait immédiatement un investissement de 15 milliards de dollars pour la création d'emplois. C'est quelque peu exagéré, monsieur le Président, quand on songe aux résultats obtenus par le gouvernement dans le passé et plus particulièrement aux promesses qu'il a faites durant les dernières élections, notamment par l'entremise du ministre de l'Agriculture (M. Whelan), et dans le discours du trône prononcé au début de cette session du Parlement.

Les habitants de l'Ouest attendent toujours ce fonds de développement de l'Ouest de 4 milliards de dollars dont il est soi-disant toujours question. Cependant, il a littéralement disparu. On prétend maintenant qu'une partie de ce fonds pourrait servir à financer les initiatives contenues dans le projet de loi sur le transport ferroviaire. Cependant, il s'agira là de dédommager les habitants de l'Alberta, qui ont conclu une entente énergétique très généreuse avec le gouvernement fédéral, en leur redonnant une partie de cet argent, pour stimuler le développement industriel qui leur fait défaut. Quoi qu'il en soit, ce fonds a disparu.

Je tiens également à inviter le ministre à signaler, peut-être, à son collègue, le ministre des Transports (M. Pepin) non seulement les incohérences de ce projet de loi et les désaccords qu'il fait naître, mais également ses lacunes. Cette mesure est un cauchemar bureaucratique; elle est incomplète et elle engendre la division. Strictement personne dans l'ouest du pays ne l'approuve. Si le gouvernement présentait un projet de loi qu'un minimum de gens de l'Ouest approuverait, ce projet de loi pourrait alors être étudié de façon normale. Ce n'est, cependant, pas le cas.

Il s'agit là d'une mesure dans laquelle le gouvernement demande 14.7 milliards de dollars de plus pour aider à éponger son déficit de 31.3 milliards. Comme d'autres députés qui m'ont précédé l'ont signalé, surtout le député de Vancouver-Centre (M^{lle} Carney), le gouvernement a besoin, en fait, de 26.7 milliards. Or, il a déjà un pouvoir d'emprunt de 16 milliards de dollars. Ses besoins réels sont donc de 10.7 milliards, mais il nous demande 14.7 milliards, soit 4 milliards de plus.

Pourquoi? A quoi lui servira cet argent? La première chose qui nous vient à l'esprit, c'est que le gouvernement établit un autre fonds lui permettant d'acheter des voix. Il distribuera cet argent à ses députés, afin qu'ils puissent parcourir le pays et annoncer des projets grandioses, tout cela au nom de la

Pouvoir d'emprunt

relance, mais surtout afin d'augmenter les chances, qui sont bien minces, des libéraux lors des prochaines élections.

Nous venons tout juste d'étudier le budget qui renferme prétendument un programme spécial de relance. Pourtant, ce budget ne s'attaque pas aux problèmes dans ce que je considère être les trois plus importants secteurs de l'économie canadienne, ceux grâce auxquels notre pays pourra connaître une nouvelle croissance et s'enrichir, les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et de la petite entreprise.

J'aborderai ces questions dans un instant, mais pour commencer, je trouve juste de dire que le budget présenté le mois dernier ne s'attaque pas à certains problèmes à long terme, par exemple aux difficultés d'ordre structurel avec lesquelles nous sommes aux prises. Une étude effectuée récemment par le C. D. Howe Institute a fait ressortir que le chômage était dû pour 40 p. 100 à la récession et pour 60 p. 100 aux problèmes structurels qui affligent l'économie canadienne et qui font près d'un million de chômeurs. Il faut remédier à ces problèmes structurels. Pourtant, le budget n'en parle pas et il semble bien que le gouvernement ne s'y attaque pas dans le cadre de sa politique économique globale.

● (1230)

Il faut également s'occuper de la question de la productivité, car c'est d'elle que dépend notre position sur les marchés internationaux. Nous connaissons tous l'importance des exportations et le rôle essentiel qu'elles jouent par rapport à la richesse globale de l'économie canadienne. Plus de 30 p. 100 de notre activité économique repose sur les exportations. Pour augmenter nos débouchés sur les marchés internationaux, il nous faut être compétitifs. Notre productivité a encore baissé en 1982. Selon Statistique Canada, la production industrielle pour chaque heure de travail a fléchi de 0.6 p. 100 durant cette année-là, les coûts de main-d'œuvre par unité de production ont augmenté de 11.4 p. 100, et la rémunération de la main-d'œuvre a grimpé de 4.5 p. 100. Tous ces facteurs ne font que détériorer davantage notre compétitivité et réduisent encore plus notre productivité. Nous venons au dernier rang parmi les principaux pays industrialisés du monde au chapitre de la productivité.

Dans le budget, le gouvernement ne s'attaque pas non plus au problème de la formation et du recyclage des travailleurs. Il a négligé de veiller à adapter plus rigoureusement les débouchés professionnels à l'offre en travailleurs qualifiés et vice versa. C'est là le genre de problèmes à long terme auxquels il faut nous attaquer et dont le gouvernement n'a dit mot dans le budget.

Comme l'a expliqué tout à l'heure le député de Crowfoot (M. Malone), il nous faut aborder les problèmes économiques dans une double perspective. Nous devons maximiser l'efficacité des dépenses gouvernementales en taillant dans le superflu et en nous débarrassant des programmes inutiles. Il nous faut en même temps motiver et rajeunir le secteur privé et les entreprises génératrices de richesse au Canada. J'ai signalé les trois secteurs où cela pourrait se faire, soit ceux de l'énergie, de l'agriculture et de la petite entreprise. Bien que le ministre des Finances (M. Lalonde) en ait beaucoup parlé et ait tenu des propos très justes sur la nécessité de motiver le secteur privé et d'en faire le moteur principal de la croissance économique,